



Département Finances, Marchés et Performance  
Direction Juridique et Assurances  
Service juridique

Décision n°2024- 67 DEC

**Objet : Recours contre permis de construire ou déclarations préalables**

## Décision

**Le Maire de Nantes,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au maire, aux adjoints et éventuellement aux conseillers municipaux,

Vu l'arrêté n°2023\_108ARR du 26 octobre 2023 portant délégations de fonction et de signature aux élus,

Considérant les 17 requêtes enregistrées au Tribunal Administratif de Nantes tendant à l'annulation de permis de construire ou de déclarations préalables,

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville de Nantes dans ces affaires,

### Décide

Article 1<sup>er</sup> - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame BULTEAU et Monsieur DOUCET et tendant à l'annulation d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 23 mai 2023 concernant la construction d'une piscine sur un terrain sis 45, rue du port Durand à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 2 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame BLUCHE et tendant à l'annulation d'un arrêté de non-opposition à déclaration préalable en date du 25 mai 2023 délivré à l'ASA ACACIAS pour le remplacement d'une barrière existante par une barrière à deux vantaux battants.

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 3 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société FREE MOBILE et tendant, d'une part, à la suspension d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 11 octobre 2023 concernant un projet d'installation d'antennes de téléphonie mobile sur un immeuble sis 24 rue Condorcet à Nantes et, d'autre part, à en demander l'annulation.

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 4 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame BELLOEIL-GRUFFY et Monsieur GRUFFY et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 16 juin 2023 accordant un permis de construire à Monsieur LAINE en vue de l'extension d'une maison d'habitation sur un terrain sis 16 rue Olivier d'Ormesson à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 5 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société FREE MOBILE et tendant, d'une part, à la suspension d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 29 novembre 2023 concernant un projet d'installation d'antennes de téléphonie mobile sur un immeuble sis 10 B rue Dobrée à Nantes et, d'autre part, à en demander l'annulation.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 6 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société FREE MOBILE et tendant, d'une part, à la suspension d'un arrêté de non-opposition à déclaration préalable assortie de prescriptions en date du 29 novembre 2023 concernant un projet d'installation d'antennes de téléphonie mobile sur un immeuble sis 44 rue de Gigant à Nantes et, d'autre part, à en demander l'annulation.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 7 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société FREE MOBILE et tendant, d'une part, à la suspension d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 29 novembre 2023 concernant un projet d'installation d'antennes de téléphonie mobile sur un immeuble sis 30 rue Russeil à Nantes et, d'autre part, à en demander l'annulation.

Désignation du cabinet CARADEUX pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 8 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société FREE MOBILE et tendant, d'une part, à la suspension d'un arrêté de non-opposition à déclaration préalable, assortie d'une prescription, en date du 29 novembre 2023, concernant un projet d'installation d'antennes de téléphonie mobile, sur un immeuble sis 4 boulevard Pasteur à Nantes et, d'autre part, à en demander l'annulation.

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 9 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société SFR et tendant, d'une part, à la suspension d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 26 décembre 2023, concernant un projet d'installation d'antennes de téléphonie mobile, sur un immeuble sis 145 route de Vertou à Nantes et, d'autre part, à en demander l'annulation.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Accusé de réception en préfecture  
044-214401093-20240410-2024\_67DEC-AR  
Date de télétransmission : 10/04/2024  
Date de réception préfecture : 10/04/2024

Article 10 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur VALY et Monsieur JEROME et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 16 août 2023 accordant un permis de construire à Monsieur et Madame DEMOLON en vue de la construction d'une maison individuelle, sur un terrain sis 16 rue Sergent Bobillot à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 11 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par la société FREE MOBILE et tendant à l'annulation d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 26 décembre 2023 concernant un projet d'installation d'antennes de téléphonie mobile sur un immeuble sis 145 route de Vertou à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 12 - La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la ville de Nantes. Communication en sera faite lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Article 13 - M. le directeur général des services de la Ville de Nantes et le responsable du service de gestion comptable de Nantes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nantes, le 10/04/2024

Pour Madame la Maire,

L'adjoint délégué,



Pascal BOLO

Transmis en Préfecture et mis en ligne le 10/04/2024

Accusé de réception en préfecture  
044-214401093-20240410-2024\_67DEC-AR  
Date de télétransmission : 10/04/2024  
Date de réception préfecture : 10/04/2024